



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Logement

Séance ordinaire du jeudi 22 février 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Maud BODKIN, Anne BRISSAUD, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Marie-Christine PANOS, Eric PENSO, René REVOL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Gérard LANNELONGUE, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ.

Logement - Opération "Rénover pour un habitat durable et solidaire" 2013-2018 - Attribution de subventions pour la réhabilitation de vingt-cinq logements et des parties communes de deux copropriétés situés dans diverses communes de la Métropole - Autorisation de signature

Monsieur Noël SEGURA, Vice-Président, rapporte :

Depuis le 1^{er} décembre 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Métropole, a relancé l'opération « Rénover pour un habitat durable et solidaire » labellisée « Habiter Mieux » ayant pour objet la réhabilitation de 180 logements par an, locatifs ou occupés par des propriétaires modestes ; son périmètre couvre l'ensemble du territoire métropolitain, hors secteurs de Montpellier déjà concernés par une opération similaire. Cette opération a pour priorité la lutte contre l'habitat dégradé, indigne et à faible performance énergétique, l'adaptation des logements au handicap ou perte d'autonomie, la remise sur le marché de logements vacants ainsi que la maîtrise des loyers après travaux.

La labellisation « Habiter Mieux » de l'opération, marque l'engagement, pour Montpellier Méditerranée Métropole, de financer annuellement au moins 100 dossiers de propriétaires occupants modestes ou très modestes réalisant des travaux de rénovation permettant un gain énergétique minimal de 25%.

Montpellier Méditerranée Métropole mobilise, pour se faire, les aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), dont l'attribution lui est déléguée. Elle accorde par ailleurs sur fonds propres, des aides aux propriétaires occupants modestes et aux propriétaires bailleurs s'engageant à pratiquer des loyers maîtrisés. Celles-ci concernent également l'amélioration de la performance énergétique des logements anciens et la remise sur le marché de logements vacants. Le montant total des subventions mobilisées peut ainsi représenter de 45% à 80% du montant hors taxe des travaux subventionables, voire 100 % pour les propriétaires occupants disposants de ressources très modestes.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation de vingt-cinq logements et deux copropriétés situés dans les communes de Castries, Clapiers, Courdonterral, Lattes, Le Crès, Montpellier, Pérols, Pignan, Saint-Brès et Villeneuve-lès-Maguelone, pour un montant total de 162 845 €. Deux de ces logements ont un statut locatif, les vingt-trois autres sont occupés par des propriétaires disposant de revenus modestes ou très modestes. Par ailleurs, trente et un copropriétaires sollicitent une subvention pour la réhabilitation des parties communes de leur immeuble, dont vingt-huit propriétaires occupants modestes ou très modestes et trois propriétaires bailleurs. Les caractéristiques de chacune des opérations de rénovation et leur plan de financement font l'objet d'une présentation détaillée dans le tableau en annexe.

En contrepartie de ces subventions, les propriétaires occupants s'engagent à occuper leurs logements en tant que résidence principale pendant au moins 6 ans et les propriétaires bailleurs à pratiquer un loyer modéré pendant 9 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider l'octroi de subventions telles que décrites dans le tableau joint en annexe à la présente délibération ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2018 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- dire que le paiement de la subvention s'effectuera selon les conditions prévues par le règlement attributif de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

PRE 34
12-03-18

Délibération n°M2018-68

Fait à Montpellier, le **- 8 MARS 2018**

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : **1 4 MARS 2018**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire : **1 4 MARS 2018**
Réception en Préfecture : **1 2 MARS 2018**

Liste des annexes transmise en préfecture:

- Annexe PIG conseil FEVRIER V2.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.